Évaluation environnementale des PPRn Examen au cas par cas de l'Autorité environnementale

Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation de la Vallée de la Selle et actualisation de l'Atlas des Zones Inondables

Cadre réservé à l'Autorité environnementale		
Référence de dossier	2013 -1115	
Date de réception	09/09/2013	

A. Description des caractéristiques principales du document.

Renseignements généraux	
Service compétent	DDTM 59
Coordonnées du service	62 bd de Belfort Lille
Secteur concerné	Le bassin de risque de la Selle est constitué de 22 communes impactées par l'aléa centennal (ne sont prises en compte que les communes traversées par la Selle ou un de ses affluents et concernées par l'aléa centennal débordement). Voir la carte du périmètre du bassin de risque
Procédure concernée	
Si un document existait précédemment, quels sont son périmètre, son aléa et sa date de prescription / approbation ?	non

Renseignements sur l'Aléa	
Туре	Inondation par débordement de la Selle et de ses affluent
Cinétique	Les crues subies par la Selle sont assimilées à des crues lentes et étalées dans le temps.
Éléments historiques (photos aériennes, cartographie de phénomène, arrêtés de CAT NAT) copies à joindre au dossier	Une carte représentant l'aléa de référence à l'échelle du bassin versant est consultable sur le site internet de la DDTM à l'adresse suivante : http://www.nord.equipement-agriculture.gouv.fr/phase-3-determination-de-l-alea-de-a2822.html

B. <u>Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document.</u>

Renseignements sur l'Enjeu des commune	es concernées par le document
	La population totale des 22 communes concernées par
Population actuelle des communes exposées selon l'INSEE	l'aléa de référence du PPRI de la Selle est de 63 428
	habitants
Emplois actuels des communes exposées selon l'INSEE	Sur un bassin , on dénombre 17 482 emplois
ICPE soumises à autorisation présentes dont	10 - ICPE Agricole
SEVESO	2 - ICPE Établissements
Captage AEP	3- AEP
Milieux naturels (présence / absence, joindre une cartographie)	c ZNIEFF de type I
	c Parc Naturel Régional
(pas de zones Natura 2000)	c Trame Verte et Bleue Locale
- Le territoire est-il / sera-t'il couvert par d'autres	c SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des
documents stratégiques ? (préciser la date	eaux)
d'approbation ou l'échéance prévisionnelle	- SAGE Scarpe Aval
d'approbation)	- SAGE Escaut
	- SAGE Sensée
- En quoi le PPR pourrait-il contredire ou	- SAGE Sambre
confirmer les orientations de ces plans	
(synthétiquement) ?	c SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque
	d'Inondation)
	Seules Denain, Douchy-les-Mines et Lourches figurent
	dans le périmètre du TRI de Valenciennes. Ces
	communes figureront dans le périmètre de la stratégie
	locale associée, mais non définie à ce jour.
	c SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale)
	- Scot du Valenciennois
	- Scot du Grand Douaisis
	- Scot du Cambrésis - Scot Sambre-Avesnois
	- Scot Samble-Avesilois
	c autre PPR :
	Huit communes du bassin de risque de la Selle font
	partie du bassin d'études du PPRi de l'Ecaillon :
	- arrondissement de Cambrei : Hausy Ors Saint
,	- arrondissement de Cambrai : Hausy, Ors, Saint Python, Saulzoir et Solesmes
	- arrondissement de Valenciennes : Douchy les Mines,
	Haspres
	c Autres documents éventuels présentant un intérêt
	spécifique (PLU pour PPRn Cavités par exemple, site
	pollué)

Une cartographie superposant les zones de projets (Communes ou si possible carte du phénomène) avec les zones à enjeu (hors population et emplois) illustrerait utilement le tableau ci-dessus.

C. <u>Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine</u> de la mise en œuvre du document.

Au regard et au-delà des possibilités prévues par la réglementation (Art. L. 562-1 du Code de l'environnement notamment), et sans préjuger de ce qui sera effectivement réglementé lors de l'approbation du PPRn, il s'agit ici d'apprécier de manière synthétique les incidences potentielles (positives / négatives, directes / indirectes, permanentes / temporaires) et d'estimer l'ampleur de ces prescriptions sur l'environnement. Exemples : le PPRn pourrait-il prescrire des travaux dans les périmètres environnementaux recensés ? Si oui, lesquels ? Sous quelles conditions (réglementations...) ? Le PPRn pourrait-il repousser l'extension de l'urbanisation sur les périmètres de protection des milieux naturels recensés ? Si oui, lesquels ? Sous quelles conditions (révision de documents d'urbanisme...) ?

Le PPRi ne constitue pas un programme de travaux mais arrête des prescriptions qui permettent de réduire la vulnérabilité d'un territoire et de préserver les zones naturelles car il n'ouvre pas droit à des autorisations nouvelles, et ne se substitue pas aux autres outils réglementant les usages du sol.

Les mesures « de prévention, de protection et de sauvegarde » (au sens du II.2° de l'article L. 562-1) qui pourraient être définies par le PPRI sont de deux ordres :

- Prescriptions: relatives à l'entretien des ouvrages et cours d'eau (il s'agit d'un rappel de la loi), à la gestion de crise (PCS, information préventive, plans d'évacuation ERP), aux établissements et équipements sensibles (diagnostic de vulnérabilité).
- Recommandation : « il est souhaitable de maintenir et de reconquérir les zones d'expansion de crues, notamment celles partiellement comblées par des décharges et des remblais de façon à maintenir la capacité de stockage des eaux en période de crue sur le lit majeur ».

En aucun cas, ne seront prescrites des mesures structurelles. L'étude et la programmation de telles mesures (de ralentissement dynamique par exemple) relèvent d'outils de gestion du risques complémentaires, tels par exemple les PAPI. Le règlement du PPR ne préjuge en rien des études d'impact qui seraient à réaliser dans le cadre de telles mesures.

Le PPRi de la Selle a pour rôle essentiel d'identifier les zones soumises au risque inondation selon l'intensité de l'aléa, et d'encadrer les usages à l'intérieur de ces zones. Les principes généraux de prévention conduisent :

- en zone naturelle ou agricole, à préserver les zones d'expansion de crues afin de ne pas aggraver le risque, dans une logique de solidarité amont-aval;
- en zone urbaine, à moduler les règles d'urbanisme, de construction et d'aménagement en fonction du degré d'aléa (faible, moyen, fort) auquel sont soumis les projets. Il interdit ainsi dans des zones soumises à un aléa fort toute construction nouvelle, mais autorise les projets sous conditions, dans les zones d'aléa moyen ou faible.
- pour toutes les zones, à préciser également les mesures applicables à l'existant.

Le PPR n'a donc pas vocation à geler l'urbanisation des communes de son périmètre mais permet, au moyen de prescriptions définies au règlement, d'accompagner les mutations urbaines en garantissant leur prise en compte du risque d'inondation.

Par ailleurs, comme la procédure peut être impactée, le PPRn pourrait-il avoir des impacts sur les territoires frontaliers (cf. Art. R. 122-23 du Code de l'environnement) ? non

Par ailleurs, comme la procédure peut être impactée, le PPRn pourrait-il avoir des impacts sur les territoires frontaliers (cf. Art. R. 122-23 du Code de l'environnement) ? non

D. Conclusion:

Quels sont, selon vous, les conséquences majeures du plan sur l'environnement et la santé humaine ?

Le PPRi, par ses prescriptions en matière d'urbanisme, vise à réduire les impacts négatifs du risque inondation sur la population, sur les biens, sur l'environnement et sur l'économie. Il concourt ainsi à améliorer la résilience du territoire.

Outre la préservation des espaces de stockage des eaux en crue et de mobilité des cours d'eau, on peut préciser que ses prescriptions conduisent à encadrer les modalités de stockage des produits polluants et d'ancrage des citernes dans la zone inondable, ce qui réduit les risques d'impact en crue sur les milieux aquatiques.

Estimez-vous que ce document devrait faire l'objet d'une évaluation environnementale ? Pourquoi ?

Le PPRi ne nécessite pas une évaluation environnementale car il ne définit pas la réalisation de travaux dont l'impact sur le territoire des communes concernées et notamment sur les zones naturelles aurait pu devoir être étudié. Les éventuels changements de l'urbanisme communal ou les projets de travaux décidés ultérieurement devront être conformes au PPR et seront examinés lors des procédures ad hoc.

Date

-6 SEP. 2013

Sianature

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord Directeur Adjoint

PIERRICK HUET





